



Assemblée générale

Distr. générale
27 novembre 2000
Français
Original: arabe

Cinquante-cinquième session

Point 95 e) de l'ordre du jour

Environnement et développement durable : application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

Rapport de la Deuxième Commission*

Rapporteur : M. Ahmed **Amaziane** (Maroc)

I. Introduction

1. La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur le point 95 de l'ordre du jour (voir A/55/582, par. 2). Elle s'est prononcée sur le point subsidiaire e) aux 27e et 36e séances, les 26 octobre et 22 novembre 2000. On trouvera un résumé des débats sur le point subsidiaire dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/55/SR.27 et 36).

II. Examen des projets de résolution A/C.2/55/L.14 et L.34

2. À la 27e séance, le 26 octobre, le représentant du Nigéria, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, a présenté un projet de résolution intitulé « Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique » (A/C.2/55/L.14), qui était ainsi libellé :

« *L'Assemblée générale,*

Rappelant sa résolution 54/223 du 22 décembre 1999 et ses autres résolutions relatives à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désér-

* Le rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour sera publié en neuf parties, sous la cote A/55/582 et Add.1 à 8.

tification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique,

Notant avec satisfaction que la troisième session de la Conférence des Parties à la Convention s'est tenue à Recife (Brésil) du 15 au 26 novembre 1999,

Remerciant vivement le Gouvernement brésilien de la générosité avec laquelle il a accueilli la troisième session de la Conférence des Parties et lui a fourni des installations,

Reconnaissant que la désertification et la sécheresse sont des problèmes d'une ampleur mondiale en ce sens qu'elles touchent toutes les régions du monde et qu'il faut une action concertée de la communauté internationale pour combattre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, notamment en intégrant les stratégies d'élimination de la pauvreté,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général,

1. *Se félicite* que la quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, se tienne à Bonn (Allemagne) du 11 au 22 décembre 2000;

2. *Se félicite également* que de très nombreux pays aient ratifié la Convention et demande à tous ceux qui ne l'ont pas encore ratifiée ou n'y ont pas encore adhéré de le faire dès que possible;

3. *Souligne* qu'il importe d'appliquer de façon cohérente et sans retard les dispositions de la Convention à tous les niveaux, y compris les dispositions générales intéressant les pays touchés et les pays développés et leurs obligations;

4. *Prend note avec satisfaction* des mesures que prennent les pays en développement touchés Parties à la Convention, avec l'aide des organisations internationales et de leurs partenaires bilatéraux de développement, pour appliquer la Convention, et des efforts qui sont faits pour promouvoir la participation de tous les acteurs de la société à l'élaboration de programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification et, à ce propos, invite les pays à coopérer aux échelons sous-régional et régional, selon qu'il convient;

5. *Se félicite* du renforcement de la coopération entre le secrétariat de la Convention et le Mécanisme mondial et encourage la poursuite des efforts à cet égard en vue d'assurer l'application effective de la Convention;

6. *Engage* les gouvernements, en particulier les gouvernements des pays développés, et la communauté des donateurs à accroître leur appui financier au Mécanisme mondial pour lui permettre de faciliter l'application effective de la Convention;

7. *Demande* au Fonds pour l'environnement mondial de renforcer l'appui qu'il prête aux activités visant à lutter contre la dégradation des sols dans les pays en développement;

8. *Prie instamment* le Fonds pour l'environnement mondial et ses organes d'exécution de renforcer leur coopération avec le Mécanisme mondial de la Convention;

9. *Engage* les Parties à la Convention à fournir l'appui nécessaire au secrétariat pour qu'il puisse s'acquitter efficacement du mandat qu'il tient de la Convention;

10. *Prend note avec satisfaction* de la décision adoptée par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à sa session de septembre 2000 tendant à développer la coopération entre le secrétariat de la Convention et le Programme des Nations Unies pour le développement afin de recentrer les activités de lutte contre la désertification sur les plans national, sous-régional et régional;

11. *Prie instamment* toutes les Parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait de verser intégralement et sans retard leurs contributions au financement du budget de base de la Convention, pour que les rentrées de trésorerie permettent d'assurer en permanence la continuité des activités de la Conférence, des organes subsidiaires, du secrétariat et du Mécanisme mondial;

12. *Engage* les gouvernements, les institutions financières multilatérales, les banques régionales de développement, les organisations d'intégration économique régionale et toutes les autres organisations intéressées, ainsi que les organisations non gouvernementales et le secteur privé, à verser des contributions généreuses au Fonds général, au Fonds supplémentaire et au Fonds spécial de la Convention, conformément aux paragraphes pertinents des règles de gestion financière de la Conférence des Parties;

13. *Prie* le Secrétaire général de prévoir, dans le projet de calendrier des conférences et réunions pour l'exercice biennal 2002-2003, les sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires, y compris la sixième session ordinaire de la Conférence des Parties et les réunions de ses organes subsidiaires;

14. *Invite* la Conférence des Parties à la Convention à prendre part aux travaux préparatoires de l'examen décennal, notamment en élaborant des propositions sur les meilleures options pour le financement de la réalisation des objectifs de la Convention sur les plans national, sous-régional et régional;

15. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-sixième session, de l'application de la présente résolution, ainsi que des résultats de la quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention;

16. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-sixième session la question subsidiaire intitulée "Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique". »

3. À la 36e séance, le 22 novembre, le Vice-Président de la Commission, Navid Hanif (Pakistan), a présenté un projet de résolution intitulé « Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique » (A/C.2/55/L.34), sur la base de consultations informelles sur le projet de résolution A/C.2/55/L.14.

4. À la même séance, le Secrétaire a donné lecture d'un état des incidences financières sur le budget-programme du projet de résolution (voir A/C.2/55/SR.36).
5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/55/L.34 (voir par. 8).
6. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration (voir A/C.2/55/SR.36).
7. Compte tenu de l'adoption du projet de résolution A/C.2/55/L.34, le projet de résolution A/C.2/55/L.14 a été retiré par ses auteurs.

III. Recommandation de la Deuxième Commission

8. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 54/223 du 22 décembre 1999 et ses autres résolutions relatives à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique¹,

Notant avec satisfaction que la troisième session de la Conférence des Parties à la Convention s'est tenue à Recife (Brésil) du 15 au 26 novembre 1999,

Remerciant vivement le Gouvernement brésilien de la générosité avec laquelle il a accueilli la troisième session de la Conférence des Parties et lui a fourni des installations,

Considérant que la désertification et la sécheresse sont des problèmes d'une ampleur mondiale en ce sens qu'elles touchent toutes les régions du monde et qu'il faut une action concertée de la communauté internationale pour combattre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, notamment en intégrant les stratégies d'élimination de la pauvreté,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général²,

1. *Se félicite* que la quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, se tienne à Bonn (Allemagne) du 11 au 22 décembre 2000;

2. *Se félicite également* que de très nombreux pays aient ratifié la Convention et demande à tous ceux qui ne l'ont pas encore ratifiée ou n'y ont pas encore adhéré de le faire dès que possible;

¹ A/49/84/Add.2, annexe, appendice II.

² A/55/331.

3. *Se félicite en outre* des progrès accomplis dans l'élaboration d'un projet d'annexe supplémentaire à la Convention concernant sa mise en oeuvre au niveau régional pour les pays d'Europe orientale et centrale, et invite la Conférence des Parties à envisager de l'adopter à sa quatrième session³;

4. *Souligne* qu'il importe d'appliquer de façon cohérente et sans retard les dispositions de la Convention à tous les niveaux, notamment ses dispositions générales et les obligations générales incombant à tous les États parties, conformément aux dispositions de la deuxième partie de la Convention;

5. *Note avec satisfaction* les mesures que prennent les pays en développement touchés Parties à la Convention, avec l'aide des organisations internationales et de leurs partenaires bilatéraux de développement, pour appliquer la Convention, et les efforts qui sont faits pour promouvoir la participation de tous les acteurs de la société à l'élaboration de programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification et, à ce propos, engage les pays à coopérer aux échelons sous-régional et régional, selon qu'il convient;

6. *Se félicite* du renforcement de la coopération entre le secrétariat de la Convention et le Mécanisme mondial, et encourage la poursuite des efforts à cet égard en vue d'assurer l'application effective de la Convention;

7. *Se félicite également* de l'appui financier que certains pays fournissent déjà à titre volontaire et engage les gouvernements, le secteur privé et toutes les organisations compétentes, y compris les organisations non gouvernementales, à apporter ou à continuer d'apporter des contributions volontaires au Mécanisme mondial pour lui permettre d'exécuter efficacement et pleinement son mandat;

8. *Demande* au Fonds pour l'environnement mondial de continuer de renforcer, dans le cadre de son mandat, l'appui qu'il prête aux activités visant à lutter contre la dégradation des sols dans les pays en développement;

9. *Se félicite* de la décision qu'a prise le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial à sa dernière session, tenue du 1er au 3 novembre 2000, de prier le Directeur général d'étudier les meilleures options pour renforcer l'appui que le Fonds apporte aux pays touchés, en particulier en Afrique, pour appliquer la Convention, compte tenu de la troisième reconstitution des ressources;

10. *Demande* au Fonds pour l'environnement mondial et à ses agents d'exécution de renforcer leur coopération avec le Mécanisme mondial et le secrétariat de la Convention;

11. *Engage* les Parties à la Convention à fournir l'appui nécessaire au secrétariat pour qu'il puisse s'acquitter efficacement du mandat qu'il tient de la Convention;

12. *Prend note avec satisfaction* de la décision 2000/23 adoptée par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement le 29 septembre 2000 tendant à développer la coopération entre le secrétariat de la Convention et le Programme des Nations Unies pour le développement afin de recentrer les activités de lutte contre la désertification sur les plans national, sous-régional et régional;

³ ICCD/COP(3)/16, annexe.

13. *Prie instamment* toutes les Parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait de verser sans retard l'intégralité de leurs contributions au financement du budget de base de la Convention, pour que les rentrées de trésorerie permettent d'assurer en permanence la continuité des activités de la Conférence des Parties, des organes subsidiaires, du secrétariat et du Mécanisme mondial;

14. *Demande* aux gouvernements, aux institutions financières multilatérales, aux banques régionales de développement, aux organisations d'intégration économique régionale et à toutes les autres organisations intéressées, ainsi qu'aux organisations non gouvernementales et au secteur privé, de verser des contributions généreuses au Fonds général, au Fonds supplémentaire et au Fonds spécial, conformément aux paragraphes pertinents des règles de gestion financière de la Conférence des Parties⁴;

15. *Prie* le Secrétaire général de prévoir, dans le projet de calendrier des conférences et réunions pour l'exercice biennal 2002-2003, les sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires, notamment la sixième session ordinaire de la Conférence des Parties et les réunions de ses organes subsidiaires;

16. *Invite* la Conférence des Parties à la Convention à prendre part aux travaux préparatoires de l'examen décennal des progrès accomplis dans l'application d'Action 21⁵ et des autres textes issus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, notamment en élaborant des propositions, parmi lesquelles des options de financement, visant à renforcer l'application de la Convention sur les plans national, sous-régional et régional, et prie le Secrétaire exécutif d'en rendre compte à la Commission du développement durable à sa dixième session;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-sixième session, de l'application de la présente résolution, ainsi que des résultats de la quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention;

18. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-sixième session la question subsidiaire intitulée « Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique ».

⁴ ICCD/COP(1)/11/Add.1, décision 2/COP.1, annexe, par. 7 à 11.

⁵ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution I, annexe II.